

En vedette: Alex Gromo, Spécialiste principal en démobilisation et réintégration du MDRP

A&N 2006, no. 8



Alex Gromo vit et travaille au Rwanda mais n'a pas passé plus de 20 jours, au total, dans le pays ces derniers mois. Il a voyagé constamment. Spécialiste principal en démobilisation et réintégration pour le Programme multi-pays de démobilisation et réintégration (MDRP) au Rwanda, il a récemment commencé à travailler aussi sur les projets du MDRP en République Centrafricaine (RCA) et en République du Congo (RdC.)

Alex considère qu'il a un rôle d'appui et d'encouragement auprès des gouvernements engagés dans des efforts de démobilisation et réintégration (D&R.) « C'est très subtil », dit-il au sujet de ses fonctions. « Je suis entouré

de tant d'expertise – au niveau des programmes gouvernementaux comme du MDRP – que je consacre beaucoup de temps à suivre de ce qui se passe pour, ensuite, faire en sorte que je puisse apporter une assistance technique, si nécessaire.

Récemment, par exemple, Alex s'est rendu en République Centrafricaine pour visiter le projet spécial de D&R, mis en œuvre par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD.) Une fois sur place, il a confirmé les rapports antérieurs d'autres collègues – la réintégration avançait à un rythme dangereusement lent. Plus tard ce mois, il dirigera une revue à mi-parcours pour procéder aux conclusions et recommandations finales ; ses collaborateurs du MDRP et lui espèrent reformuler le projet spécial en vue d'une mise en œuvre plus efficace du projet qui permettra de répondre au mécontentement des ex-combattants et aux faiblesses générales du projet.

Alex collabore également avec ses collègues pour faire avancer la question des Combattants en territoire étranger (CTE.) « Grâce à notre travail, la Banque a un nouveau sigle », dit-il. « Les CTE sont une partie importante du travail en D&R et méritent plus d'attention. Certains ex-combattants ne peuvent pas retourner dans leurs propres pays et empêchent ceux qui peuvent rentrer de le faire. »

« Pour moi », dit-il, « la meilleure partie de mon travail est de voir l'expression sur les visages des ex-combattants qui



Actualités et à noter

viennent d'achever une formation quelconque. Voir quelqu'un examiner le certificat qu'il vient de recevoir avec tant de fierté, cela vaut vraiment la peine. Cela dit tout, pour moi. »

Et le plus difficile ? « Savoir qu'il y a des CTE qui ne peuvent pas rentrer au Rwanda parce que leurs commandants ne les y autorisent pas. » Ceux qui s'échappent risquent d'être attrapés et tués. Selon de nombreux enfants ex-combattants, en particulier, ils devaient choisir le bon moment pour s'enfuir, sachant que s'ils se faisaient attraper, ils seraient tués devant les autres pour les décourager de s'enfuir aussi.

« Le simple fait que ce sont des enfants qui participent à ces groupes semble, parfois, ne pas provoquer la condamnation de la communauté internationale », dit Alex, avec frustration. « Utiliser des enfants soldats est un crime international, et pourtant, que fait-on pour condamner cette pratique ? Que demande la communauté internationale au FDLR (Forces démocratiques de libération du Rwanda) concernant son utilisation d'enfants soldats alors que le groupe armé proteste contre l'utilisation des tribunaux *gacaca* ? * Rien. C'est si facile, pour la communauté internationale, d'oublier ce qui s'est passé en 1994, mais l'idéologie existe toujours. Les « génocidaires » et les personnes qui croient en une telle idéologie existent dans pratiquement tous les pays du monde. Vous entendez les gens dire que ces personnes ont aussi droit à leur espace politique. Et bien, elles ont déjà eu leur espace politique et regardez ce qu'elles en ont fait. »



Pendant le génocide, Alex se trouvait au Rwanda et travaillait pour le Programme des Nations Unies pour le développement et cette expérience a eu un effet sur sa perspective et son travail. Il est toujours conscient, dit-il, des risques associés au retour des ex-combattants dans le cadre de la réintégration. « Vous n'êtes pas sûr si leur permettre de rentrer est la chose à faire, mais nous appuyons la décision » dit-il. « Certains survivants veulent aller de l'avant. Peut-être qu'ils n'oublieront ni ne pardonneront jamais, mais cela ne veut pas dire qu'ils souhaitent ressasser le passé et les choses qu'ils ne peuvent ni changer ni effacer de leur mémoire. »

À la question de savoir ce que peut faire le MDRP, Alex répond qu'il ne pense pas que le MDRP puisse intervenir dans les questions juridiques. Par contre, le programme peut faciliter les efforts de réintégration du gouvernement en donnant aux ex-combattants les meilleures chances de réussir dans la vie civile.

* *Gacaca* est le nom des tribunaux traditionnels du Rwanda qui sont utilisés actuellement pour administrer la justice communautaire à ceux qui sont accusés d'avoir participé au génocide et à d'autres atrocités perpétrées à l'époque.

Actualités et à noter

Jusqu'ici au Rwanda, par exemple, 6 000 personnes ont été réintégrées sans un seul cas de violence ou d'abus. « C'est assez incroyable » remarque-t-il.

Alex décrit le programme national de D&R du Rwanda comme étant « l'un des meilleurs. » Il explique que ceci est dû au fait que la Commission tient compte des leçons dégagées. « Ils ont passé en revue leur expérience auprès des bénéficiaires, des personnes invalides, et concernant le genre, par exemple et, ensuite, ils se sont adaptés en conséquence. »



Alex déclare que le MDRP est également en phase de croissance et de changement. Pour commencer, sa taille a augmenté – une évolution positive, à son avis, vu l'ampleur de la tâche, mais qui doit encore être ajustée. « C'est mieux qu'avant, et nous apprenons, mais nous pouvons faire mieux. »

Il pense aussi que le programme devrait s'ouvrir davantage. « Nous nous concentrons trop sur nos propres programmes et projets », ajoute-t-il. « Et je pense que nous ratons de bonnes personnes et de bonnes occasions ainsi. Nous nous sommes améliorés, mais il y a encore du travail à faire. Nous devons aussi nous rapprocher des autres programmes agissant dans le même domaine, comme l'a fait le programme de la Sierra Leone, par exemple. Dans ce cas, les membres de tous les programmes nationaux ont visité leur programme et en ont dégagé beaucoup de leçons utiles. »

L'esprit de collaboration est ce qu'il apprécie le plus au MDRP : « Presque rien de ce que fait le MDRP n'est orienté vers l'individu. Tout est dans le travail d'équipe et de participation. »